

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 06/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**RMN**

RUE GABRIEL PERI  
CS 70032  
59273 Fretin

Références : -  
Code AIOT : 0007000729

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement RMN implanté Chemin de Tournai BP 14 59273 Fretin. L'inspection a été annoncée le 10/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive IED et suite à la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'incinération des déchets (WI) par décision de la Commission Européenne en date du 12 novembre 2019, RMN a produit un dossier de mise en conformité du site par rapport au nouveau BREF WI, conformément à l'article R. 515-72 du code de l'environnement.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 novembre 2025 sur le site RMN dont l'objet s'inscrit dans le cadre de l'examen de la conformité de ce dossier.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RMN
- Chemin de Tournai BP 14 59273 Fretin
- Code AIOT : 0007000729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RMN (Recyclage de Matériaux du Nord)-Écosite de Fretin regroupe les activités de la société RMN et PreferNord qui consiste au recyclage des bétons et briques provenant de chantiers de démolition et à l'exploitation d'une unité de traitement de mâchefers et de ferrailles.

Les activités du site sont encadrés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2025.

**Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	MTD 4, MTD 24 et MTD 26	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 5.1.2, 5.2.1Et 7.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	Sans objet
2	Définition du périmètre IED	Code de l'environnement du 24/11/2010, article Article R515-58	Sans objet
3	MTD1	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.1	Sans objet
5	MTD 24	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Sans objet
6	MTD 3 et MTD 6	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.1 et 2.2.3	Sans objet
7	MTD 12	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dossier de réexamen devra être révisé sous 3 mois afin de prendre en compte l'ensemble des observations et remarques formulées par l'inspection, à savoir :

- Le changement d'exploitant lié à l'APC du 05/05/2025 n'est pas correctement intégré dans le dossier de réexamen, qui doit être mis à jour en conséquence.
- Le périmètre IED est insuffisamment défini : une cartographie précise du site et la liste complète des installations relevant des rubriques 3000 sont attendues.
- Le système de management environnemental présenté est obsolète et doit être actualisé pour tenir compte de l'intégration de PREFERNORD dans RMN.
- L'analyse des émissions canalisées liées au broyage des ferrailles est incomplète : le conduit n°1 et les MTD 4, 24 et 26 doivent être évalués.
- Des émissions diffuses de poussières persistent au niveau des convoyeurs : un positionnement est attendu sur les mesures de couverture et de confinement (MTD correspondantes).
- Des incohérences sont relevées concernant l'applicabilité des MTD liées aux rejets aqueux (MTD 3 et 6), alors que les rejets semblent strictement internes : l'exploitant doit clarifier ce point et préciser la gestion des eaux de ruissellement, y compris à l'extérieur du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>4. Valorisation, ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour, impliquant le traitement des scories ou des mâchefers résultant de l'incinération des déchets (rubrique 3532) ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (AM MTD WT) exclut explicitement de son champ d'application les installations de traitement des mâchefers.</p> <p>Pour encadrer ces activités, il existe des conclusions sur les MTD spécifiquement dédiées à l'incinération des déchets (BREF WI), qui incluent notamment la gestion de la qualité et des émissions diffuses.</p> <p>Les MTD WI sont celles applicables aux installations de traitement des mâchefers consistant à réaliser des opérations de criblage et de séparation des ferrailles, puis, après maturation, à expédier ces mâchefers traités en filières de valorisation, notamment en techniques routières. Un nouvel APC en date du 05 mai 2025 acte la réunification des sites de RMN et PREFERNORD sous le nom RECYCLAGE DE MATERIAUX DU NORD (RMN) - Ecosite de FRETIN.</p> <p>Ainsi le site RECYCLAGE DE MATERIAUX DU NORD (RMN) est bien celui soumis à la directive IED pour son activité de valorisation de déchets non dangereux sous la rubrique 3532 au titre du BREF WI.</p> <p>Il conviendra dans la mise à jour du dossier de réexamen compte tenu des demandes d'actions correctives des points de contrôle ci-dessous de prendre en compte ce changement d'exploitant.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation n° 1 :</b> L'APC du 05/05/2025 a réuni RMN et PREFERNORD sous RECYCLAGE DE MATERIAUX DU NORD (RMN) – Ecosite de Fretin, désormais seul exploitant soumis à la directive IED (rubrique 3532). La mise à jour du dossier de réexamen devra intégrer ce changement d'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Définition du périmètre IED**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2010, article Article R515-58</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Définition du périmètre IED</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice notamment des dispositions du chapitre Ier du titre VIII du livre Ier, de celles de la section 1 du chapitre II du présent titre applicables en matière d'autorisation et de celles du chapitre III du titre Ier du livre V, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dossier de réexamen indique en page 8 :</p> <p><i>Le périmètre étudié est constitué des installations de valorisation de déchets non dangereux de la société PREFERNORD (rubrique 3532) ainsi que les installations ou équipement s'y rapportant directement, exploitées sur le site, liées techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.</i></p> <p>Ces éléments seuls sont insuffisant pour décrire le périmètre IED. En effet, une cartographie du site avec les différentes activités entrant dans ce périmètre apporterait plus de lisibilité.</p> <p>Il convient de lister toutes les installations relevant des rubriques 3000 de la nomenclature, ainsi que les activités s'y rapportant directement, exploitées sur le même site, liées techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution (dites « installations connexes » ou « activités connexes »).</p> <p>En cas de doute, il faut se reporter au guide relatif au réexamen d'octobre 2019 (pages 7 et 10 notamment).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation n°2 :</b> Le périmètre IED présenté est insuffisamment défini. Une cartographie du site et la liste exhaustive des installations relevant des rubriques 3000 ainsi que des activités connexes doivent être fournies, conformément au guide de réexamen d'octobre 2019.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : MTD1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de management environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :
<b>Constats :</b>  Le dossier de réexamen indique : <i>La société PREFERNORD dispose d'un système de management de l'environnement (SME)<sup>1</sup> étant certifié ISO 14 001.</i> <i>Par ailleurs, RMN est intégré dans une démarche RSE. PREFERORD va par extension en bénéficier.</i> Le changement d'exploitant avec l'intégration de PREFERNORD dans RECYCLAGE DE MATERIAUX DU NORD (RMN) – Ecosite de Fretin a fait évoluer le système de management de l'environnement. La mise à jour du dossier de réexamen devra intégrer ces nouveaux éléments.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u><b>Observation n°3 :</b></u> En raison de sa date de rédaction antérieure au changement d'exploitant, le dossier de réexamen ne tient pas compte de l'évolution du système de management de l'environnement liée à l'intégration de PREFERNORD au sein de RECYCLAGE DE MATERIAUX DU NORD (RMN) – Ecosite de Fretin. La mise à jour du dossier devra intégrer le SME actualisé ainsi que son lien avec la démarche RSE de RMN.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : MTD 4, MTD 24 et MTD 26**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 5.1.2, 5.2.1Et 7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions canalisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  5.1.2 Afin d'éviter ou de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières résultant du traitement des scories et des mâchefers, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée des techniques indiquées Ci-dessous : <ol style="list-style-type: none"> <li>Confinement et couverture des équipements</li> <li>Limitation de la hauteur de déchargement</li> <li>Protection des tas contre les vents dominants</li> <li>Utilisation de pulvérisateurs d'eau</li> <li>Optimisation de la teneur en eau</li> <li>Fonctionnement à une pression subatmosphérique</li> </ol>

Afin de réduire les émissions atmosphériques canalisées résultant du traitement confiné des scories et des mâchefers avec extraction d'air (voir MTD 24 f.), la MTD consiste à traiter l'air évacué au moyen d'un filtre à manches (voir la section 2.2).

5.2.1 [...]Pour les installations de traitement des scories et des mâchefers comprenant des émissions atmosphériques canalisées de poussières résultant du traitement confiné des scories et des mâchefers avec extraction d'air, l'exploitant met en œuvre un traitement de l'air évacué au moyen d'un filtre à manches ou équivalent afin de réduire les émissions atmosphériques canalisées résultants du traitement confiné des scories et des mâchefers avec extraction d'air.

7.1.2 En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant du traitement confiné des scories et des mâchefers avec extraction d'air :

Poussières avec 5 mg/Nm<sup>3</sup>

**Constats :**

Le sujet des émissions canalisées n'est pas traité dans le dossier de réexamen car le bureau d'étude s'est focalisé uniquement sur le traitement des mâchefers.

Or l'activité broyage de ferrailles, qui fait partie du périmètre IED, présente le conduit n°1 en canalisé.

Il convient donc d'analyser au regard la conformité de cette activité et de ses rejets au regard des MTD 4, 24 et 26.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformité n°1 :** Le dossier de réexamen devra être complété afin d'intégrer l'analyse des émissions canalisées liées à l'activité de broyage de ferrailles, incluant le conduit n°1. L'exploitant devra évaluer la conformité de cette activité et de ses rejets au regard des MTD 4, 24 et 26, et fournir les justificatifs correspondants.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : MTD 24**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions diffuses

**Prescription contrôlée :**

Afin d'éviter ou de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières résultant du traitement des scories et des mâchefers, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée des techniques indiquées ci-dessous.

- a. Confinement et couverture des équipements
- b. Limitation de la hauteur de déchargement

- c. Protection des tas contre les vents dominants
- d. Utilisation de pulvérisateurs d'eau
- e. Optimisation de la teneur en eau
- f. Fonctionnement à une pression subatmosphérique

#### Constats :

Afin de limiter les émissions diffuses, l'exploitant met en place notamment plusieurs dispositifs :

- Mise en place d'un arrosage automatique et manuel des pistes et des routes extérieures.
- Plantation d'arbres (espèces locales) sur les merlons.

Par ailleurs, l'exploitant met en place un programme de surveillance des retombées de poussières et métaux lourds sur l'environnement. Ce programme indique la réalisation de campagnes de suivi et de contrôle à mener chaque année. Des mesures de retombées atmosphériques (4 jauges OWEN dont 1 pour le point témoin) et de concentration dans l'air (PM10 et PM 2.5) par analyseur séquentiel (3 points de prélèvement) sont réalisées chaque année.

La rapport du bureau d'étude sur les résultats de la campagne réalisées en 2025 par analyseur séquentiel indique en conclusion :

*Pendant la période de prélèvements, aucun dépassement de la valeur de référence dans l'air ambiant pour les PM10 journalier*

*n'a été constaté sur les trois zones. les moyennes en PM2,5 et PM10 calculées à partir des données obtenues durant les 14 jours sur les 3 zones ne dépassent pas les valeurs limites réglementaires en moyenne annuelle. Une certaine influence de l'activité des sites pourrait être suggérée pour la zone 1 (la plus proche des sites) comparativement aux zones 2 et 3.*

Pour les retombées atmosphériques, le rapport 2025 du bureau d'étude indique :

*aucun dépassement des valeurs limites allemandes (pour les métaux en disposant) n'est observé au niveau des points de surveillance.*

*Sur les poussières, une concentration élevée a été mesuré au point 1 dont l'influence agricole est suggéré (travaux agricole réalisés au même moment).*

Par ailleurs, lors de la visite terrain, il a été constaté que certaines opérations de traitement des scories et mâchefers (broyage, criblage, séparation des imbrûlés), réalisées au niveau des convoyeurs en zone d'acheminement, génèrent des émissions diffuses de poussières. Les équipements concernés ne disposent pas d'un confinement ou d'une couverture adéquate, en particulier pour les flux de mâchefers de petite granulométrie. L'exploitant est invité à se positionner sur la mise en œuvre des techniques de couverture ou de confinement afin de réduire ces émissions conformément aux MTD applicables.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Observation n°4 :** L'exploitant se positionnera sur la mise en œuvre des techniques de couverture ou de confinement afin de réduire ces émissions conformément aux MTD applicables.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 6 : MTD 3 et MTD 6**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.1 et 2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des effluents aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La MTD consiste à surveiller les rejets dans l'eau résultant de l'épuration des fumées ou du traitement des mâchefers, au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.  Les flux d'effluents aqueux [par exemple, les eaux de ruissellement de surface, l'eau de refroidissement, les effluents aqueux résultant du traitement des fumées et du traitement des mâchefers, les eaux de drainage provenant des zones de réception, de manutention et de stockage des déchets (voir MTD 12 a.)] sont séparés pour être traités en fonction de leurs caractéristiques et de la combinaison des techniques de traitement requises. Les flux d'eaux non polluées sont séparés des flux d'effluents aqueux nécessitant un traitement.
<b>Constats :</b>  Le dossier de réexamen indique, au titre de la MTD n°6, qu'il n'y a pas de rejets d'eaux au milieu naturel et que le suivi des rejets aqueux est réalisé dans le cadre du contrôle des eaux de ruissellement destinées à une réutilisation interne. Malgré cela, l'exploitant déclare cette MTD applicable, ainsi que la MTD n°3. Une clarification est nécessaire concernant la réelle applicabilité de ces deux MTD, dans la mesure où les rejets semblent être exclusivement internes. Par ailleurs, un questionnement subsiste quant à la gestion des eaux de ruissellement au niveau de la voie située à l'extérieur du site (présence ou non d'une rétention). L'exploitant se positionnera sur le caractère strictement interne de ces rejets et sur l'applicabilité effective des MTD correspondantes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Observation n°5 :</b> L'exploitant se positionnera sur le caractère strictement interne de ces rejets aqueux et sur l'applicabilité effective des MTD correspondantes (3 et 6 notamment).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : MTD 12**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception, manutention et stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  En fonction des risques de contamination du sol ou de l'eau que présentent les déchets, la surface des zones de réception, de manutention et de stockage des déchets est rendue imperméable aux liquides concernés et dotée d'une infrastructure de drainage adéquate. Pour les unités nouvelles, ainsi que pour les unités existantes lorsque le site est équipé de

piézomètres amont-aval, le site dispose d'un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines établi à fréquence biennale. Dans le cas contraire, un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse est mis en œuvre pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchet, à une périodicité quinquennale.

Afin d'éviter l'accumulation des déchets, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes : la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;

- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- pour les déchets qui ne sont pas mélangés pendant le stockage (par exemple, les déchets d'activités de soins à risque infectieux et les déchets conditionnés), le temps de séjour maximal est clairement établi.

#### **Constats :**

L'APMD du 15 juillet 2024 est actuellement en vigueur compte tenu de la présence de 36 000 m<sup>3</sup> de mâchefers en attente de traitement, alors que l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2015 impose une limite maximale de 1 000 m<sup>3</sup>. Un délai de 36 mois a été accordé, soit jusqu'au 15 juillet 2027.

L'inspection rappelle la nécessité impérative de se conformer à cette prescription, faute de quoi des sanctions pénales pourront être engagées.

**Type de suites proposées :** Sans suite